

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
3 janvier 2019
Français
Original : anglais

Sixième Commission**Compte rendu analytique de la 6^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 5 octobre 2018, à 15 heures

Présidence : M. Biang (Gabon)
Puis : M^{me} Kremžar (Vice-Présidente) (Slovénie)
Puis : M^{me} Ponce (Vice-Présidente) (Philippines)

Sommaire

Point 79 de l'ordre du jour : Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts
en mission des Nations Unies (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-16574X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 79 de l'ordre du jour : Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (suite) ([A/73/128](#), [A/73/129](#) et [A/73/155](#))

1. **M. Jaiteh** (Gambie) déclare que le Groupe des États d'Afrique, au nom duquel il s'exprime, soutient la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies en matière d'infractions pénales, en particulier l'exploitation et les atteintes sexuelles, de la part de fonctionnaires et d'experts en mission des Nations Unies. La responsabilité pénale est l'un des piliers de la règle de droit et il est indispensable de préserver l'intégrité de l'Organisation et la confiance qu'elle suscite. L'Organisation doit exprimer sans ambiguïté son refus total des comportements criminels. Les États membres doivent exercer leur compétence en cas de comportement criminel et ne jamais tolérer l'impunité, quelles que soient les circonstances.

2. En matière d'établissement des responsabilités, les vides juridictionnels ont conduit à la commission répétée d'infractions pénales, notamment lorsque l'État d'accueil n'a que peu de possibilités à sa disposition pour exercer sa compétence juridictionnelle à l'égard d'un auteur présumé d'infractions pénales alors que l'État dont l'auteur est ressortissant n'est pas en mesure d'exercer son autorité juridictionnelle s'agissant d'infractions commises pendant une mission. Ces lacunes peuvent être comblées par les mesures prévues dans plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et à condition de les appliquer correctement. Certains États membres ont fait part de leur préférence pour l'attribution d'un rôle prédominant à l'État d'accueil mais le Groupe des États d'Afrique préfère insister sur le rôle de l'État de nationalité. L'Organisation des Nations Unies doit être félicitée pour les efforts qu'elle déploie afin de renvoyer les cas de possibles infractions graves aux États dont leurs auteurs présumés sont ressortissants.

3. Le Groupe des États d'Afrique se réjouit des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour dispenser des formations sur les normes déontologiques, y compris par des programmes d'initiation et de sensibilisation avant le déploiement et pendant les missions, et de l'assistance technique qu'elle offre aux États qui sollicitent son aide pour développer leur droit pénal national. L'expertise de l'Organisation est très précieuse pour bâtir et renforcer les capacités nationales d'investigation et de poursuites en cas d'infractions graves, surtout en matière d'entraide judiciaire et d'extradition. Le Groupe encourage les États à coopérer entre eux dans le cadre des poursuites pénales et des procédures d'extradition

qui concernent des infractions pénales graves commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.

4. **M^{me} Van Rijssen** (Observatrice de l'Union européenne), s'exprimant également au nom des pays candidats (Albanie, Monténégro, ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie et Turquie), du pays du processus de stabilisation et d'association (Bosnie-Herzégovine) ainsi que de la Géorgie, du Liechtenstein, de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que le nombre de renvois d'allégations d'infractions commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies a certes diminué pendant la précédente période à l'examen mais que les allégations d'actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles constituent la majorité des cas renvoyés, malgré la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans les zones d'intervention. Il est donc indispensable de redoubler d'efforts pour prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles par ceux qui participent aux opérations de maintien de la paix et de soutien à la paix. Comme l'a indiqué le Secrétaire général, l'élimination de l'exploitation et des atteintes sexuelles dans l'ensemble du système des Nations Unies est un impératif non seulement sur le plan moral, mais aussi en termes d'organisation.

5. C'est aux États membres qu'il appartient au premier chef de faire en sorte que les coupables répondent de leurs actes devant la justice et, de ce fait, l'État dont l'auteur présumé des faits est un ressortissant doit être rapidement informé et consulté par l'Organisation des Nations Unies ; il doit exercer son autorité juridictionnelle, des enquêtes doivent être conduites et, le cas échéant, les faits doivent être poursuivis. Certains États ont fourni des réponses à la demande d'information faite par le Secrétaire général en application de la résolution [72/112](#) mais le nombre de réponses à l'échelle mondiale est limité et, selon les informations contenues dans le rapport du Secrétaire général publié le 9 juillet 2018 ([A/73/129](#)), la majorité des affaires signalées depuis 2008 sont encore en suspens car les États dont les auteurs présumés sont des ressortissants n'ont fourni que peu d'informations, voire aucune. Tous les États doivent répondre de manière transparente aux demandes d'information que leur adresse l'Organisation, y compris en justifiant le cas échéant les raisons pour lesquelles ni enquêtes ni poursuites n'ont été conduites.

6. L'Union européenne prend note des efforts consentis pour coordonner l'élaboration d'un cadre commun d'enquête concernant les allégations d'infractions qui pourraient avoir été commises par des

fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, et encourage vivement l'harmonisation des normes d'enquête des Nations Unies pour en améliorer la qualité et la régularité. Elle salue les efforts que déploie le Secrétaire général pour renforcer la coordination et la cohérence dans le système des Nations Unies.

7. L'Union européenne exige quant à elle que l'ensemble du personnel civil et militaire déployé dans des missions et opérations conjointes de sécurité et de défense observe les normes de conduite et de comportement les plus strictes. L'Union européenne, ses États membres et les pays tiers participants sont tenus d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard des manquements et infractions pénales dans ces missions et opérations, en particulier l'exploitation et les atteintes sexuelles ainsi que toute forme de violence sexuelle et sexiste, et les formations dispensées portent notamment sur les droits de l'homme, le droit international humanitaire, la règle de droit et les résolutions des Nations Unies sur l'égalité des sexes et la lutte contre la violence sexuelle dans les situations de conflit. L'Union européenne s'engage à échanger des bonnes pratiques avec l'Organisation des Nations Unies.

8. La formation et la sensibilisation aux normes déontologiques des Nations Unies constituent une mesure préventive indispensable dans les missions comme au Siège des Nations Unies. L'Union européenne se félicite des efforts qui visent à favoriser les activités de renforcement dans ce domaine, par exemple les stages d'initiation préalables au déploiement en matière de déontologie et de discipline. Le passage d'une approche « étroite » du personnel en uniforme de maintien de la paix à une approche à l'échelle du système tout entier est opportun.

9. L'Union européenne et ses États membres soutiennent la combinaison efficace de mesures à court terme et de processus à long terme pour combler les vides juridictionnels et lever les obstacles à la responsabilisation. Ils restent prêts à examiner une proposition de cadre juridique international global afin de préciser les circonstances dans lesquelles les États membres peuvent exercer leur compétence juridictionnelle ainsi que les catégories de personnes et d'infractions relevant de cette autorité.

10. **M. Hattrem** (Norvège), s'exprimant au nom des pays nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) est d'avis que la question de la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission de l'Organisation des Nations Unies demeure cruciale ; c'est pourquoi l'Organisation et ses États membres doivent appliquer une politique de tolérance zéro face à

ces crimes. Les Nations Unies ont pris ces dernières années des mesures rapides et importantes pour éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les pays nordiques soutiennent les travaux du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles ainsi que la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer l'approche à l'échelle du système des Nations Unies en vue de prévenir et de combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles. Ils se réjouissent également de la création d'un Cercle de dirigeants composé de dirigeants mondiaux qui soutiennent activement le programme du Secrétaire général. Le fait qu'au 4 septembre 2018, 98 États membres avaient signé le Pacte volontaire sur la prévention et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles est une évolution encourageante. Bien que des résultats visibles aient été obtenus, il reste encore beaucoup à faire pour que la politique de tolérance zéro du Secrétaire général soit pleinement appliquée.

11. S'il ne faut à l'évidence pas relâcher l'attention portée à l'exploitation et aux atteintes sexuelles, tout crime commis par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies doit être combattu et il est impératif de prendre des mesures de responsabilisation. C'est aux États membres qu'il appartient au premier chef de veiller à se doter des compétences juridictionnelles pour les infractions graves commises par leurs ressortissants exerçant dans le cadre de missions des Nations Unies. Les pays nordiques encouragent tous les États membres qui ne l'ont pas encore fait à informer le Secrétariat de l'état de leur législation nationale en la matière, conformément à la résolution [72/112](#) de l'Assemblée générale.

12. Outre ce travail d'information, d'autres mesures doivent être envisagées pour garantir la transparence et inciter les États membres à entreprendre les modifications législatives nécessaires. Les pays nordiques ont donc proposé l'élaboration d'une politique générale concernant les exigences minimales imposées aux États qui mettent des fonctionnaires et des experts à la disposition des Nations Unies. L'une de ces exigences principales consisterait pour les pays contributeurs à se doter d'une juridiction habilitée à investiguer et à poursuivre les infractions commises par leurs ressortissants qui exercent en tant que fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Les pays nordiques espèrent qu'un débat constructif aura lieu sur un cadre juridique international global afin de veiller à ce que ces comportements criminels soient combattus.

13. Le rapport du Secrétaire général qui renseigne sur l'information et le suivi qu'assurent les États membres

concernant les cas d'infractions pénales présumées de fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies (A/73/129) brosse un sinistre paysage. Sur les 148 affaires renvoyées aux États membres, ceux-ci n'ont informé le Secrétaire général des suites données par leurs juridictions nationales que dans 31 cas. À l'évidence, la réponse apportée à ces dossiers est insuffisante et c'est inacceptable. À mesure que la liste des affaires renvoyées s'allonge et que les États se montrent incapables de fournir les informations requises sur les suites à y donner, l'Organisation des Nations Unies et ses États membres sont soumis à une pression croissante pour résoudre ce problème grave.

14. La résolution concernant ce point de l'ordre du jour et destinée à être adoptée à la présente session doit être rédigée de manière à ce que le prochain rapport du Secrétaire général contienne des informations détaillant quels États membres ont – et surtout, lesquels n'ont pas – fourni des renseignements sur les suites qu'ils ont données aux dossiers. Il est indispensable de s'assurer que les auteurs de crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions au service de l'Organisation répondent de leurs actes. Il ne faut rien accepter de moins que la transparence totale concernant la volonté et la capacité des États membres à obliger leurs propres ressortissants à répondre de leurs crimes. Il y va de la crédibilité et de l'intégrité même de l'Organisation. Tous les États membres doivent respecter les principes de la diligence raisonnable et de la règle de droit lorsqu'ils enquêtent sur ces actes et les poursuivent, et il est tout aussi essentiel d'assurer la protection efficace des victimes, des témoins et des lanceurs d'alerte.

15. **M. Scott-Kemmis** (Australie), s'exprimant également au nom du Canada et de la Nouvelle-Zélande, déclare que les fonctionnaires et les experts en mission des Nations Unies apportent une précieuse contribution à la fourniture d'assistance humanitaire, au maintien et à la consolidation de la paix, à la promotion de la règle de droit et au soutien au développement. Ils sont souvent placés à des postes de confiance et d'autorité où les communautés locales sont d'autant plus vulnérables qu'elles se trouvent dans la situation d'urgence à laquelle l'Organisation répond. L'incapacité à faire en sorte que les auteurs d'infractions pénales commises alors qu'ils sont en mission pour les Nations Unies en répondent nuit à la réputation de l'Organisation, à sa crédibilité et à son intégrité. Il est indispensable de continuer de prendre des mesures pour mettre fin à l'impunité là où elle existe, surtout s'agissant de la prévention, de la protection et de la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles.

16. Le nombre élevé de renvois dont fait état le rapport du Secrétaire général (A/73/129) est inacceptable. Il est

à souhaiter que la tendance à la hausse du nombre de ces renvois s'explique par une meilleure prise de conscience de l'existence des procédures de signalement par les victimes. Cependant, l'incapacité des États membres saisis à donner suite à ces renvois et à tenir l'Organisation informée de leur évolution est regrettable. Il est inquiétant de constater que certains États membres n'ont pas donné suite à des allégations d'infractions particulièrement graves commises plus de deux décennies auparavant. Il faut poursuivre les efforts visant à renforcer l'efficacité du suivi après le renvoi d'allégations crédibles à l'État dont le coupable présumé est ressortissant.

17. Les trois pays félicitent le Secrétariat d'avoir établi la synthèse des politiques et des procédures des Nations Unies qui s'appliquent en la matière. Ils prennent note de la conclusion du Secrétaire général selon laquelle le système des Nations Unies renvoie les allégations crédibles d'infractions commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies aux États dont ces personnes sont ressortissantes avec la plus grande cohérence et de manière très coordonnée, et ils souhaitent être tenus informés de la mise en œuvre des efforts consentis pour renforcer cette cohérence et cette coordination. Toutes les parties doivent veiller à résoudre les éventuels problèmes pratiques qui entravent la mise en œuvre des politiques et des procédures de signalement, d'investigation, de renvoi et de suivi des allégations crédibles. Le tableau recensant les dispositions nationales relatives aux compétences extraterritoriales qui figure sur le site internet de la Commission est utile et doit être régulièrement mis à jour. Enfin, il faut confier au Secrétaire général un mandat plus fort afin qu'il prenne des mesures en se fondant sur les informations recueillies.

18. C'est à l'État dont le coupable présumé est ressortissant qu'il appartient au premier chef de mener les enquêtes et les poursuites en cas d'allégations d'infractions pénales. Les États membres qui ne l'ont pas encore fait doivent envisager de se doter de l'autorité juridictionnelle nécessaire pour se saisir des infractions graves commises par leurs ressortissants déployés en tant que fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies. Tous les États membres doivent enquêter sur les allégations d'infractions pénales commises par leurs ressortissants, faire en sorte que les coupables répondent de leurs actes et prendre des mesures de prévention, en organisant notamment des formations préalables au déploiement et en prévoyant des procédures de sélection. D'autre part, ils doivent signaler les difficultés empêchant la conduite d'enquêtes efficaces, qu'elles soient d'ordre

juridictionnel, probatoire ou autre. La communauté internationale doit s'assurer que les personnes représentant les Nations Unies répondent de leurs infractions pénales car l'impunité de tels actes nuit à la confiance, à la réputation et à la crédibilité de l'Organisation même. C'est pourquoi les trois pays soutiennent le principe d'une convention qui obligerait les États membres à exercer leur autorité juridictionnelle sur leurs ressortissants déployés à l'étranger dans des opérations des Nations Unies.

19. **M. Luna** (Brésil) déclare que pendant des années, le personnel des Nations Unies a travaillé sans relâche pour produire un effet positif dans les sociétés du monde entier. Cependant, toute infraction commise par un fonctionnaire ou un expert en mission des Nations Unies ternit la crédibilité de tous les autres employés de l'Organisation et met en péril leur capacité à coopérer avec les gouvernements et la population sur le terrain. Ces infractions affectent souvent les personnes les plus vulnérables qui doivent pourtant être les premiers bénéficiaires des activités de l'Organisation. Des progrès importants ont certes été accomplis en ce qui concerne le traitement des allégations crédibles d'infractions commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies et l'élargissement de la protection contre les représailles que subissent les personnes ayant signalé une infraction, mais la délégation brésilienne approuve l'appel que le Secrétaire général adresse aux États membres afin qu'ils s'assurent que les institutions spécialisées et autres organisations concernées se saisissent des problèmes concrets qui entravent la mise en œuvre des politiques adoptées en matière de signalement, d'investigation, de renvoi et de suivi des allégations crédibles d'infractions pouvant avoir été commises par leur personnel.

20. Tous les États membres doivent s'employer à surmonter les obstacles juridiques qui les empêchent d'affirmer leur autorité juridictionnelle concernant les infractions commises par leurs ressortissants qui sont fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies. Les États membres dont le droit national ne prévoit pas la compétence extraterritoriale doivent se doter de mécanismes permettant à ceux de leurs ressortissants qui ont commis des infractions pénales à l'étranger de répondre de leurs actes. Le Secrétaire général a fait état de cas de violence, d'exploitation et d'atteintes sexuelles dans les opérations de maintien de la paix qui sont très préoccupants. La délégation brésilienne réaffirme son soutien à la politique de tolérance zéro à l'égard des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles et d'autres infractions pénales, tout en insistant sur la nécessité de respecter la règle de droit. Il faut conjuguer mesures préventives et mesures répressives pour

prévenir ces infractions, et les victimes doivent bénéficier du soutien et de la protection dont elles ont besoin.

21. Le Brésil réaffirme son soutien résolu en faveur des mesures qui visent à combattre l'impunité en cas de crimes graves, y compris ceux qui sont commis par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. Pour défendre les valeurs qui inspirent l'action des Nations Unies, il faut s'assurer que des enquêtes sont dûment menées en cas d'allégations crédibles, que les coupables sont traduits en justice et que les victimes ont accès à des mécanismes de réparation.

22. Selon **M^{me} Seiferas** (Israël), le point de l'ordre du jour en discussion englobe non seulement les graves allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles par des soldats de la paix des Nations Unies mais aussi les actes provoquant la perte de vies humaines et la participation à des activités terroristes. Ces infractions pénales doivent faire l'objet d'enquêtes et de poursuites conformément aux normes internationales des droits de l'homme et aux principes généraux du droit pénal, sans préjudice des privilèges et immunités de l'ONU en vertu du droit international applicable. Les États doivent mettre au point les mécanismes juridiques et pratiques permettant de renforcer la capacité de leurs autorités nationales à agir à ces fins.

23. L'action des États membres gagnerait en efficacité si l'Organisation des Nations Unies se montrait plus déterminée à enquêter sur les allégations visant son personnel et à coopérer avec les autorités de l'État d'accueil et de celui dont l'auteur des faits est ressortissant. Les privilèges et immunités auxquels les employés des Nations Unies peuvent prétendre ne sont pas accordés à leur bénéfice personnel. Le Secrétaire général est habilité à lever l'immunité dès lors qu'il le peut sans nuire aux intérêts des Nations Unies et que l'immunité entrave l'action de la justice. Lorsque le Secrétaire général conclut que l'immunité ne peut pas être levée, les autorités des Nations Unies doivent s'employer à trouver des solutions en dehors des tribunaux nationaux, par exemple en indemnisant les victimes, surtout en cas de décès ou de blessures graves. Il faut aussi renforcer le contrôle et mettre au point des mécanismes internes à l'Organisation pour appliquer les mesures disciplinaires et les sanctions.

24. Israël espère que ces efforts conjoints se traduiront par une prise de conscience accrue des principes de déontologie et de prévention des infractions pénales au sein du système des Nations Unies. Il est fier d'être l'un des fondateurs du Groupe des amis pour l'élimination du harcèlement sexuel et est encouragé par les dizaines

de participants qui ont assisté à la première réunion du Groupe.

25. **M^{me} Onanga** (Gabon) tient à rendre hommage aux nombreux Casques bleus, y compris ceux de son pays, qui ont donné leur vie pour ramener la paix dans des pays en guerre. Le Gabon s'efforce de déployer des troupes bien entraînées afin qu'elles s'acquittent de leurs missions avec compétence et professionnalisme. Il approuve la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard des actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des Casques bleus, des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Chaque pays doit s'engager à lutter contre l'impunité, qu'il s'agisse de crimes d'exploitation sexuelle ou de tout autre crime commis pendant une opération de maintien de la paix.

26. En ce qui concerne les allégations crédibles selon lesquelles certains membres du contingent gabonais présent en République centrafricaine entre 2014 et 2015 se seraient livrés à des actes d'exploitation sexuelle, le Gabon a engagé un dialogue constructif avec le Secrétariat afin d'élucider les faits, conformément à la résolution [2272 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité. Le Gabon, qui est signataire de l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général, a déjà imposé des sanctions exemplaires à tous les soldats reconnus coupables au terme d'enquêtes rigoureuses, souvent conduites en collaboration avec le Bureau des services de contrôle interne. Depuis 2016, les autorités n'ont épargné aucun effort pour faire la lumière sur les faits, au besoin en imposant des tests ADN à tous les soldats concernés et en dépêchant des enquêteurs gabonais supplémentaires en République centrafricaine. En mars 2018, une unité spéciale d'investigation a interrogé des victimes conformément au droit gabonais et a poursuivi ses enquêtes en coopération avec les Nations Unies. Le gouvernement gabonais espère, dans ces conditions, qu'il sera bientôt mis un terme aux affaires relatives à ces allégations.

27. Selon **M. Kemble** (Pays-Bas), la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies couvre un vaste ensemble de comportements illégaux, depuis la fraude et le vol jusqu'à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. Tout comportement illégal de la part de fonctionnaires et d'experts en mission des Nations Unies est inacceptable et nuit à l'accomplissement de la mission de l'Organisation. Même s'il est parfois difficile d'intenter des poursuites, aucun fonctionnaire des Nations Unies n'est au-dessus de la loi. Tous doivent répondre de leurs actes, comme tout le monde.

28. Le signalement des infractions pénales a certes progressé au cours de la décennie précédente mais il semble impossible de les prévenir et de faire en sorte que les coupables répondent de leurs actes. Cette situation ne peut plus durer. Pour que chacun assume ses responsabilités, il faut assurer l'efficacité des signalements, des enquêtes et des poursuites, si nécessaire. Il faut aussi que l'Organisation des Nations Unies coopère avec les États membres, en particulier l'État dont le coupable présumé est un ressortissant, auquel il appartient de s'assurer qu'il peut exercer sa compétence juridictionnelle.

29. Pendant la précédente période à l'examen, le nombre de renvois d'infractions présumées commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies a diminué par rapport à la période antérieure. C'est une évolution positive si elle reflète une baisse du nombre d'infractions présumées. La délégation néerlandaise se réjouit de constater que 60 États membres ont fourni des informations concernant l'établissement de leur compétence juridictionnelle concernant les infractions commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Selon l'analyse que le Secrétariat a faite de ces informations, cependant, il semble que cette compétence n'ait pu être exercée dans certaines situations. La délégation néerlandaise soutient l'appel que le Secrétaire général a adressé aux États membres afin qu'ils étendent leur compétence juridictionnelle aux infractions pénales, en particulier les infractions graves, qui peuvent avoir été commises par leurs ressortissants affectés à l'Organisation des Nations Unies et exerçant sous son autorité. Elle se réjouit du fait que 98 États, dont les Pays-Bas, ont signé le Pacte volontaire sur la prévention et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles, et salue les efforts que consent le Secrétaire général pour accroître ce nombre.

30. Au paragraphe 56 de son rapport ([A/73/129](#)), le Secrétaire général se dit convaincu que tout fonctionnaire de l'ONU ou agent d'une autre catégorie affecté à une mission ayant commis des actes criminels doit être poursuivi à la mesure de la gravité de ces actes. Le gouvernement néerlandais partage cette conviction ; toutefois, les immunités qui peuvent s'appliquer à certains fonctionnaires de l'ONU sont susceptibles d'empêcher la conduite de certaines procédures. L'annexe I du rapport dresse la liste de toutes les affaires que le Secrétaire général a renvoyées aux États dont les coupables présumés sont ressortissants afin qu'elles fassent l'objet d'enquêtes et de poursuites et que les États en question indiquent s'ils ont demandé la levée de l'immunité. Selon le rapport sur la pratique suivie par le Secrétaire général en matière disciplinaire et en cas

de faits constitutifs d'infraction pénale (A/73/71), neuf cas d'allégations crédibles d'infractions pénales commises par des fonctionnaires ou des experts en mission des Nations Unies ont été renvoyés aux États membres entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2017. Il reste cependant à déterminer si l'immunité de ces neuf fonctionnaires a été levée ou si cela n'a pas été nécessaire car ils ne bénéficiaient que d'une immunité fonctionnelle qui, à l'évidence, ne couvre pas les manquements.

31. Les Pays-Bas soutiennent pleinement la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer l'approche à l'échelle du système des Nations Unies afin de prévenir et combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles, qui doit susciter une transformation culturelle et opérationnelle, et ils se félicitent des travaux conduits jusqu'alors. Sur le papier, les politiques adaptées existent, mais elles n'ont pas suffi. Le fait qu'il existe encore une culture du silence en matière d'exploitation et d'atteintes sexuelles, de harcèlement sexuel et d'infractions pénales par des fonctionnaires de l'ONU et de ses fonds et programmes est très perturbant. Les Pays-Bas sont résolus à éliminer l'exploitation et les atteintes sexuelles, comme en atteste le fait que le Premier ministre a rejoint le Cercle de dirigeants du Secrétaire général. En tant que donateur aux fonds et programmes de l'ONU, cependant, le gouvernement néerlandais ne souhaite plus être perçu comme s'il favorisait, finançait et approuvait ces comportements et, si les procédures internes visant à lutter contre les infractions pénales, l'exploitation et les atteintes sexuelles et le harcèlement sexuel ne sont pas adoptées et dûment appliquées, il suspendra ses contributions.

32. Les Pays-Bas restent disposés à examiner une proposition de cadre juridique international global pour préciser les circonstances dans lesquelles les États membres peuvent exercer leur compétence juridictionnelle et les catégories de personnes et d'infractions relevant de cette compétence.

33. **M. Umasankar** (Inde) dit que sa délégation se félicite des initiatives que le Secrétaire général a prises et qu'elle soutient activement en lien avec les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par certaines personnes associées aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le problème de la responsabilisation ne parvient toujours pas à être résolu à cause de la complexité des aspects juridiques liés à la souveraineté et à la compétence juridictionnelle des États membres. La personnalité juridique de l'Organisation des Nations Unies, en vertu de laquelle certains privilèges et immunités sont nécessaires pour que les opérations soient autorisées dans les États membres, et la capacité fonctionnelle ou la volonté

qu'ont les États membres de mener des enquêtes et de poursuivre les personnes accusées compliquent davantage la question. Il ne faut pas confondre l'immunité contre les poursuites devant les tribunaux nationaux dont jouit l'ONU en tant qu'organisation avec l'exonération de toute responsabilité des fonctionnaires et des experts des Nations Unies en cas de manquements ou d'infractions pénales. Toutefois, l'Organisation elle-même ne peut prendre que des mesures disciplinaires et n'exerce aucune compétence juridictionnelle. Il n'est pas certain que les enquêtes qu'elle conduit puissent être acceptées comme preuves dans le cadre des procédures pénales engagées dans les États membres.

34. C'est aux États membres qu'il appartient au premier chef de traduire les coupables en justice. L'État dont un coupable présumé est ressortissant doit être rapidement informé et consulté par l'Organisation des Nations Unies et doit agir sans délai, établir et exercer sa compétence juridictionnelle, et mener les enquêtes et les poursuites, le cas échéant. Les États membres qui n'assument pas la compétence extraterritoriale pour les infractions pénales commises par leurs ressortissants doivent être encouragés et aidés à moderniser leurs lois nationales pour prévoir une telle compétence et poursuivre tout acte répréhensible commis par leurs ressortissants fonctionnaires en mission à l'étranger pour le compte de l'ONU. Ces lois doivent également prévoir une assistance internationale aux enquêtes et poursuites qui concernent les infractions commises. L'Organisation pourrait dresser la liste des États membres qui appliquent le principe de la nationalité et ferait ainsi apparaître les éventuels vides juridictionnels. À cet égard, le code pénal et le code de procédure pénale de l'Inde contiennent des dispositions permettant de traiter les infractions pénales extraterritoriales et de solliciter ou de fournir une assistance en matière pénale. La loi indienne de 1962 sur l'extradition porte sur l'extradition de criminels en fuite et autorise l'extradition au titre d'un traité bilatéral ou d'une convention internationale.

35. Bien que l'Organisation des Nations Unies n'ait épargné aucun effort pour établir des normes et des règles précises auxquelles son personnel doit se conformer, il reste encore beaucoup à faire. La mise au point de règles uniformes, de capacités d'investigation, de responsabilités d'organisation, de gestion et de commandement, et de responsabilités individuelles d'ordre disciplinaire, financier et pénal aiderait à résoudre concrètement le problème. La politique de tolérance zéro à l'égard des actes criminels commis par le personnel de l'ONU doit être appliquée et les dispositions permettant d'établir les responsabilités doivent être renforcées pour qu'aucune infraction

pénale ne reste impunie et que l'image et les travaux de l'Organisation ne soient pas ternis.

36. **M^{me} Yvard** (Thaïlande) indique que sa délégation félicite la grande majorité des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies pour leur dévouement et les sacrifices qu'ils consentent afin de protéger les populations civiles tout en faisant respecter le droit international. Elle salue l'initiative « Action pour le maintien de la paix » du Secrétaire général et a récemment approuvé la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Cela étant, aucun fonctionnaire ou expert des Nations Unies qui commettrait une faute ou pire, un crime, en particulier des atteintes sexuelles ou des violences et actes d'exploitation à l'égard de femmes et d'enfants, ne doit rester impuni. Les coupables doivent répondre de leurs actes. Les victimes doivent être entendues et la justice doit être rendue. On ne saurait accepter qu'une minorité détruise l'intégrité et la crédibilité de l'Organisation.

37. La Thaïlande soutient résolument la politique de tolérance zéro du Secrétaire général à l'égard des manquements et de la commission de crimes par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies et ses États membres doivent de toute urgence redoubler d'efforts pour enquêter et poursuivre plus efficacement les infractions pénales commises par des membres du personnel servant sous le drapeau des Nations Unies. Plus de 27 000 soldats et policiers thaïlandais, hommes et femmes, ont été déployés dans plus d'une vingtaine de missions de maintien de la paix et de missions connexes depuis 1946. Alors qu'elle se prépare à déployer une unité de génie militaire en appui à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), la Thaïlande réaffirme son engagement à observer strictement les normes élevées de son propre code de déontologie ainsi que celui des Nations Unies. Elle a signé le Pacte volontaire sur la prévention et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et traduira cet engagement en actes. Une formation obligatoire et adaptée avant le déploiement est indispensable pour équiper les soldats de la paix des connaissances leur permettant de prévenir et de dissuader les infractions pénales avant même leur commission. Les femmes ont un rôle majeur à jouer et une contribution essentielle à apporter à la protection des civils, en particulier les femmes et les filles.

38. **M^{me} Schneider Rittener** (Suisse) rappelle que chaque jour, des milliers de personnes accomplissent irréprochablement leur mission pour les Nations Unies. Cependant, lorsque des infractions pénales sont commises par des membres du personnel onusien, les

actes d'une minorité nuisent au travail remarquable de la majorité. Il est donc essentiel de veiller à ce que ceux qui commettent ces crimes répondent de leurs actes.

39. Les rapports du Secrétaire général contiennent des informations importantes sur le renvoi aux États membres d'allégations d'infractions pénales impliquant des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. La délégation suisse apprécie le suivi régulier qu'assure le Secrétariat, mais ces rapports peignent un paysage qui révèle avec une impitoyable clarté que les États membres doivent faire davantage pour donner suite à ces renvois. Les informations fournies sont extrêmement précieuses mais le tableau demeure incomplet. Il faudrait idéalement que les informations concernant l'ensemble des cas d'infractions présumées commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies soient rassemblées dans un rapport unique. Cet aperçu devrait également contenir des informations sur les cas qui ont été portés à l'attention d'un État autre que celui dont la personne concernée est un ressortissant. La Suisse a fourni des informations relatives à des infractions présumées que des fonctionnaires des Nations Unies de différentes nationalités auraient commises sur son territoire. Il est important d'apporter une réponse cohérente et complète qui englobe toutes les catégories d'infractions, y compris de nature financière, ainsi que l'ensemble du personnel – civil et militaire – des Nations Unies.

40. Pour la deuxième fois, les rapports du Secrétaire général contiennent une synthèse de toutes les informations transmises par les États membres depuis 2007 sur la manière dont ils ont exercé leur compétence juridictionnelle à l'égard de leurs ressortissants fonctionnaires de l'ONU. La Suisse regrette que seuls quatre États supplémentaires aient choisi de fournir des informations. Elle encourage vivement tous les États membres à répondre aux demandes répétées de l'Assemblée générale car ces informations sont indispensables pour mener un débat éclairé et définir la marche à suivre.

41. Pour tenter d'apporter un éclairage complémentaire sur cette question, le gouvernement suisse a demandé à l'Institut suisse de droit comparé de conduire une étude indépendante sur les règles nationales en vigueur dans 20 pays représentatifs afin d'examiner s'il existe des écarts entre les différents régimes juridiques nationaux et si une convention internationale pourrait permettre de combler ces lacunes. Le Secrétaire général a lui aussi élaboré un rapport sur les politiques et les procédures du Secrétariat de l'ONU, des fonds et programmes et des institutions spécialisées, qui montre que les allégations d'infractions sont traitées différemment d'une entité à l'autre. Cela

nuit à la coordination et à la cohérence de l'approche adoptée par l'Organisation et, surtout, présente des difficultés pour les victimes qui souhaitent signaler une infraction. La Suisse encourage le Secrétaire général à poursuivre son analyse de la question et à formuler des recommandations substantielles dans ses futurs rapports.

42. **M. Elsadig Ali Sayed Ahmed** (Soudan) déclare que sa délégation est profondément préoccupée par les graves allégations d'exploitation et d'atteintes sexuelles, de violences physiques et d'assassinats commis par des Casques bleus de l'ONU et par des membres du personnel militaire et de police. Le fait qu'aucune information n'ait été reçue de la part des États membres concernant bon nombre de ces allégations ne fait qu'aggraver cette inquiétude. Les lacunes en matière de signalement et de notification entre le pays d'accueil et le Secrétariat de l'ONU se sont traduites par des vides juridictionnels et des cas d'impunité. La responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, y compris dans les missions de maintien de la paix, est une priorité absolue et, dès lors, il faut appliquer une politique de tolérance zéro et prendre des sanctions, en application des principes du droit international, à l'égard de tous les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui ont commis des infractions pénales. Le préjudice lié à ces infractions ne le limite pas aux victimes et s'étend au statut de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, car elle nuit à sa réputation comme à son efficacité. Les États membres doivent veiller à n'accorder aucun statut particulier aux fonctionnaires et aux experts en mission des Nations Unies qui pourrait justifier leur impunité au cas où ils auraient commis des infractions, en particulier lorsque le pays d'accueil n'est pas en mesure de les poursuivre.

43. Au niveau national, le gouvernement soudanais a fait adopter un ensemble de lois complètes qui garantissent la conduite des enquêtes et procédures judiciaires nécessaires pour toutes les infractions pénales. Il a adhéré à plusieurs instruments internationaux, multilatéraux et bilatéraux en matière d'entraide juridique et judiciaire. S'il soutient la politique de tolérance zéro, le Soudan estime qu'il faut prendre des mesures concrètes et tangibles pour punir les auteurs des infractions pénales. Il faut veiller à ce que les privilèges et immunités accordés aux fonctionnaires de l'Organisation n'entravent pas l'exercice par les États de leurs compétences juridictionnelles sur leur territoire. Des critères spécifiques doivent être élaborés pour lever l'immunité accordée aux fonctionnaires et aux experts en mission des Nations Unies lorsqu'ils ont commis des infractions

pénales et pour s'assurer qu'ils font l'objet d'un procès équitable. Les fonctionnaires et les experts en mission des Nations Unies doivent respecter les lois du pays d'accueil et son droit à exercer sa compétence juridictionnelle conformément aux règles du droit international.

44. **M^{me} Brammer** (Afrique du Sud), soulignant l'importance de la responsabilisation pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies dans la mesure où ce personnel est presque systématiquement déployé dans des lieux où les groupes de personnes les plus vulnérables sont laissés sans protection ou presque, dit que sa délégation salue l'action courageuse des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies ainsi que des autres personnes exerçant au sein du système onusien qui signalent des infractions pénales au risque de leur propre sécurité. Tout en conservant son plein soutien à une convention multilatérale visant à régler la question afin de garantir une entière responsabilisation et de prévenir de futurs cas d'infractions pénales, la délégation sud-africaine continuera également d'encourager le développement d'une législation nationale qui habilite les tribunaux locaux à dûment exercer leur autorité sur les fonctionnaires et les experts des Nations Unies en mission.

45. Les trois rapports publiés par le Secrétaire général aident les États membres à évaluer leur propre législation pour s'acquitter de l'obligation de combler tout vide juridictionnel. Le Secrétaire général doit poursuivre ses efforts afin de renforcer davantage la coordination et la cohérence au sein du système des Nations Unies pour mieux porter les allégations crédibles à l'encontre de fonctionnaires et d'experts en mission des Nations Unies à l'attention des États dont les personnes visées par ces allégations sont ressortissantes. Dans ses rapports, le Secrétaire général a constaté les écarts importants qui demeurent dans les États membres entre la prescription et l'exécution. À cet égard, comme le Président de l'Afrique du Sud l'a récemment déclaré, la communauté internationale doit tirer parti de sa force collective pour surmonter ces défis complexes ; les Nations Unies ne réussiront que dans la mesure où les dirigeants mondiaux font preuve d'une autorité visionnaire par-delà les différences idéologiques et l'étroitesse des intérêts nationaux. La délégation sud-africaine appelle les États membres à faire une priorité de la mesure collective consistant à combler les vides juridictionnels. Les procédures de sélection et de formation avant déploiement destinées à adapter les valeurs et le comportement du personnel aux missions dans lesquelles il est déployé doivent être renforcées pour faire office d'action préventive afin que

soit réduit le nombre d'infractions pénales commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.

46. *M^{me} Kremžar (Slovénie) Vice-Présidente, prend la présidence.*

47. Selon **M^{me} Fierro** (Mexique), les mécanismes ordinaires de compétence extraterritoriale fondés sur la nationalité de l'auteur des infractions suffisent pour de nombreux pays à exercer leur autorité pénale sur ceux de leurs ressortissants qui sont accusés d'avoir commis des crimes alors qu'ils exerçaient en tant que fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies, même lorsqu'il n'existe pas de législation particulière en la matière. Cela étant, les rapports du Secrétaire général sur le point en discussion font apparaître un fossé profond entre la prescription et l'exécution : peu nombreux sont les États qui ont exercé leur juridiction sur leurs ressortissants fonctionnaires ou experts en mission des Nations Unies, alors que leur législation le permet. De même, il est inquiétant de constater qu'au cours de l'année précédente, 24 cas d'allégations crédibles de manquements ont été renvoyés aux États dont les personnes concernées sont ressortissantes, dont 13 impliquant des membres du personnel d'opérations de maintien de la paix ou de missions politiques spéciales et 8 ayant trait à des cas d'exploitation ou d'atteintes sexuelles, mais que seuls trois de ces dossiers font l'objet d'enquêtes et qu'aucune condamnation n'a été prononcée. Les cas d'exploitation ou d'atteintes sexuelles sont ceux qui méritent l'attention la plus scrupuleuse et la réponse la plus forte. Le Mexique réaffirme son soutien plein et entier à la politique de tolérance zéro concernant ces cas. Ces actes sont répréhensibles quelles que soient les circonstances, en particulier lorsqu'ils sont commis par des fonctionnaires ou des experts qui représentent les Nations Unies.

48. Le Mexique partage l'avis du Secrétaire général selon lequel il appartient au premier chef à l'État dont l'auteur des faits est ressortissant d'exercer sa compétence extraterritoriale et de poursuivre les personnes qui se sont rendues coupables d'infractions alors qu'elles étaient en mission pour le compte des Nations Unies. Les formations préalables au déploiement, y compris sur le comportement et la discipline ainsi que l'exploitation et les atteintes sexuelles, jouent un rôle essentiel, tout comme la sélection des fonctionnaires et des experts. Les membres du personnel des Nations Unies doivent observer les principes déontologiques les plus rigoureux ; l'impunité ne doit être tolérée sous aucune circonstance afin de protéger l'intégrité de l'Organisation et qu'elle puisse continuer de diffuser son message de paix, de sécurité, de justice et de respect des droits de l'homme.

49. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador) dit que son gouvernement est résolu à s'assurer que les infractions pénales commises par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies ne restent pas impunis et que les auteurs sont traduits en justice, sans préjudice de leurs privilèges et immunités. En vertu du principe de la personnalité active, l'État dont l'auteur présumé de l'infraction est ressortissant a le droit d'exercer son autorité pénale sur les actes commis à l'étranger par ses ressortissants. Il est donc possible de réduire le risque d'impunité grâce aux mécanismes permettant d'établir cette compétence. Tous les membres du personnel salvadorien qui participe aux missions des Nations Unies sont conscients de l'obligation qui leur est faite de respecter le droit national et international applicable et aucun cas n'a été enregistré dans lequel la responsabilité d'une infraction pénale de quelque sorte que ce soit, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles, peut être attribuée à un membre des forces armées salvadoriennes. Si une telle situation advenait, cependant, la législation nationale prévoit les mécanismes juridiques et procéduraux permettant de poursuivre et de sanctionner la personne concernée.

50. Face à l'importance qu'il y a à prévenir de telles infractions pénales, les forces armées d'El Salvador disposent d'un certain nombre de mécanismes institutionnels en vigueur pour mieux faire connaître les codes déontologiques applicables. En particulier, avant de prendre part à une opération de maintien de la paix des Nations Unies, les membres du personnel des forces armées ont reçu une formation sur des questions telles que les droits de l'homme, l'usage de la force, les règles d'engagement et les lois du pays dans lequel ils doivent être déployés, ainsi que sur les règles nationales et internationales qui s'appliquent, notamment le code de conduite du Casque bleu ; tous ont fait l'objet d'une enquête sur leurs antécédents pour s'assurer qu'il n'ont jamais été impliqués dans des infractions pénales de toutes sortes, y compris des infractions sexuelles, des actes de corruption, des infractions financières et des violations des droits de l'homme ou du droit international humanitaire. Ces mesures illustrent l'attachement du pays à son devoir de prévenir les infractions pénales commises par des fonctionnaires et des experts en mission, de conduire les enquêtes nécessaires et d'exercer son autorité en la matière.

51. **M. Musikhin** (Fédération de Russie) déclare que les mesures envisagées par l'Assemblée générale pour s'assurer que les fonctionnaires et les experts en mission des Nations Unies coupables d'infractions pénales sont bien poursuivis sont globalement satisfaisantes. L'élaboration d'une convention ou d'un nouvel instrument sur ce sujet n'aurait pas une valeur ajoutée

suffisante. Cela étant, il est important de prendre les mesures définies dans les résolutions de l'Assemblée générale concernant la coopération de l'Organisation des Nations Unies avec les États exerçant leur compétence juridictionnelle. Les cas dans lesquels des ressortissants d'un État sont soupçonnés d'avoir commis une infraction pénale doivent être rapidement et intégralement signalés par le Secrétariat à l'État en question. En ce qui concerne les poursuites, c'est à l'État dont le membre du personnel international est ressortissant qu'il appartient d'exercer sa compétence juridictionnelle. L'accent doit être mis sur la prévention de toute infraction pénale par la formation adéquate des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies.

52. **M^{me} Pierce** (États-Unis d'Amérique) déclare que bien que l'écrasante majorité des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies s'acquittent admirablement de leurs missions en respectant les rigoureuses normes d'intégrité qui sont exigées de toute personne travaillant au nom de l'Organisation, les défaillances, en particulier les comportements criminels, affectent la crédibilité des Nations Unies et la confiance du public en sa capacité à protéger et servir. Les fonctionnaires et les experts en mission des Nations Unies doivent répondre des crimes qu'ils commettent.

53. Les États-Unis se félicitent des efforts déployés par le Bureau des affaires juridiques pour donner suite à la demande du Secrétaire général d'assurer un meilleur suivi auprès des États membres qui ne répondent pas aux renvois de dossiers d'allégations criminelles. Lorsqu'il leur transmet des dossiers, le Bureau doit fournir toutes les informations possibles et pertinentes aux États membres concernés afin de les aider utilement et de déterminer les compétences à exercer de manière avisée. Il appartient aux États membres de donner suite aux renvois ; les informations figurant à l'annexe I du rapport du Secrétaire général (A/73/129) montrent que bon nombre d'entre eux n'y donnent pas suite et qu'ils doivent mieux faire. La Commission, quant à elle, devrait examiner si les allégations d'infractions pénales commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies doivent être renvoyées à des juridictions compétentes hors de l'État dont les auteurs présumés sont ressortissants pour s'assurer qu'ils répondent de leurs actes.

54. Les États-Unis saluent le leadership dont le Secrétaire général a constamment fait preuve sur la question essentielle de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Il reste à la Commission à déterminer si une convention internationale pourrait utilement servir à combler les vides juridiques susceptibles d'empêcher les États membres de faire en sorte que les

fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies répondent des actes criminels qu'ils auraient commis dans l'exercice de leurs fonctions. Cependant, les États membres doivent fournir davantage d'informations pour mieux éclairer le débat. Les États-Unis examinent actuellement les différentes possibilités permettant de combler les vides juridiques qui existent dans leur propre droit national et encouragent les autres États membres à faire de même.

55. Renvoyant au rapport du Secrétaire général qui contient des informations provenant de l'ensemble du système des Nations Unies sur les politiques et les procédures de traitement des allégations crédibles d'infractions pénales ayant pu être commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies (A/73/155), l'oratrice indique que les États-Unis se réjouissent que le Secrétaire général appelle les États membres à s'assurer que les organes législatifs des institutions spécialisées et des organisations connexes se saisissent des problèmes concrets qui entravent la mise en œuvre de leurs politiques et procédures. Les États-Unis poursuivront leurs efforts à ces fins, surtout en ce qui concerne l'application concrète des politiques et procédures liées à l'exploitation et aux atteintes sexuelles ainsi qu'au harcèlement sexuel.

56. **M^{me} Ponce** (Philippines), *Vice-Présidente*, prend la présidence.

57. **M. Ruru** (Indonésie) dit qu'au fil de son histoire, l'Indonésie a déployé plus de 38 000 personnes dans 28 opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Elle se classe désormais au huitième rang de l'ensemble des pays fournisseurs de contingents et de personnel de police, avec 2 679 personnes actuellement déployées dans neuf missions de maintien de la paix des Nations Unies, 850 autres qui seront affectées auprès de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et 140 auprès de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). La délégation indonésienne rend hommage à la contribution et aux sacrifices extraordinaires consentis par le personnel de maintien de la paix et constate la hausse préoccupante des décès de soldats de la paix suite à des actes violents au cours des quatre années précédentes.

58. Cela étant, la participation à une mission de maintien de la paix ne saurait justifier les comportements délictueux et infractions pénales de quelque sorte que ce soit de la part des fonctionnaires. Aucune tolérance ne doit être consentie à l'égard des personnes qui enfreignent la loi, en particulier s'agissant de

l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les soldats de la paix doivent se conformer pleinement aux normes les plus strictes de déontologie et d'intégrité et respecter les lois et coutumes locales. À ces fins, l'Indonésie s'est dotée d'une installation de pointe pour assurer des formations préalables au déploiement des Casques bleus dans les domaines de la protection des civils, de la déontologie et de la discipline ou encore du rôle des soldates de la paix. Ces formations mettent l'accent sur l'obligation de respecter les lois de l'État d'accueil et quiconque bafoue ces lois, qu'il soit membre du personnel ou de l'encadrement, doit répondre de ses actes.

59. Il arrive que des vides juridictionnels et des problèmes d'exécution surviennent lors de l'établissement des responsabilités. Ainsi, un vide juridictionnel est apparu lorsqu'une lacune institutionnelle a empêché un État d'accueil d'exercer sa compétence juridictionnelle alors que l'État de nationalité ne pouvait pas établir la sienne ; pour combler ces lacunes, les États membres doivent se doter des compétences juridictionnelles nécessaires sur leurs ressortissants. Un problème d'exécution peut survenir en raison d'obstacles liés aux différences entre régimes juridiques, aux difficultés d'accéder aux preuves, à l'admissibilité des preuves, au coût des procédures, et ainsi de suite. À cet égard, les États membres doivent s'équiper des outils juridiques nécessaires, par exemple en matière d'extradition et d'entraide judiciaire. Les accords sur le statut des forces conclus avec le pays d'accueil et les mémorandums d'entente avec les fournisseurs de contingents peuvent servir à déterminer les juridictions qui priment en cas d'infraction. Le code pénal indonésien permet d'établir la compétence juridictionnelle pénale sur les ressortissants indonésiens où qu'ils aient commis leurs infractions, et les outils nécessaires de coopération judiciaire avec d'autres États existent, s'agissant par exemple des dispositions législatives relatives à l'extradition et à l'entraide judiciaire.

60. **M. Kazi** (Bangladesh) déclare que les rapports du Secrétaire général donnent un aperçu précieux des politiques et des procédures encadrant la responsabilité pénale dans différentes entités des Nations Unies en faisant apparaître le degré élevé de coordination et de cohérence entre ces entités en termes de signalement, d'investigation, de renvoi et de suivi des allégations crédibles auprès des autorités nationales concernées. On ne saurait exagérer l'importance cruciale de la responsabilité des dirigeants. Il est indispensable de prévoir des procédures claires et permanentes permettant de signaler les incidents sans craindre des actes de représailles ou de riposte et assorties de

mesures de protection adéquates pour les lanceurs d'alerte. Les formations régulières et la communication stratégique impliquant des membres du personnel ont fait la preuve de leur efficacité et doivent être organisées régulièrement.

61. Il est encourageant de constater que la stratégie du Secrétaire général visant à susciter une transformation culturelle et opérationnelle pour améliorer la réponse apportée dans l'ensemble du système à l'exploitation et aux atteintes sexuelles porte ses fruits. Les mesures concrètes prises en matière de formation préalable au déploiement, de certification et de sélection, d'atténuation des risques et de responsabilisation semblent aller dans la bonne direction. L'équipe de pays des Nations Unies au Bangladesh mérite d'être remerciée pour l'attention qu'elle a portée à la formation accélérée du personnel avant son affectation à la gestion de la crise humanitaire Rohingya à Cox's Bazar.

62. La politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles doit se traduire par la disparition complète de ces actes. Les allégations récurrentes dans différentes missions montrent qu'à l'évidence, toute complaisance est à exclure. Le Bangladesh réaffirme le caractère central des droits et de la protection des victimes et se réjouit de la désignation par le Secrétaire général d'un Défenseur des droits des victimes, dont le rôle et la fonction doivent être nettement définis pour éviter toute redondance avec l'action du Coordonnateur spécial chargé d'améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles. Le fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles peut faire une différence dans les vies des personnes affectées et doit continuer d'être soutenu. Il est répréhensible pour tout soldat de la paix de trahir la confiance de ceux qu'il ou elle est chargé de servir et de protéger. Les actes d'une poignée d'individus inconséquents ne doivent cependant pas justifier que tout un contingent soit collectivement sanctionné. Tous les fonctionnaires et les experts déployés dans les missions des Nations Unies endossent la responsabilité solennelle de respecter les principes de la Charte des Nations Unies et de défendre l'image, la crédibilité et l'intégrité de l'Organisation elle-même. Toute allégation d'infraction doit faire l'objet des enquêtes appropriées, dont les conclusions doivent être partagées en toute transparence afin d'envoyer un message fort contre l'impunité.

63. Selon **M. Hwang Woo Jin** (République de Corée), l'analyse approfondie des compétences juridictionnelles des États membres qui figure dans les rapports du Secrétaire général peut contribuer à réduire les

situations de vide juridique en matière de sanction des infractions pénales commises par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies. Il faut prendre les mesures adéquates pour prévenir l'impunité de ces infractions, non seulement sur le plan réglementaire mais aussi en pratique. La coopération étroite entre les services d'enquête des Nations Unies et les autorités nationales compétentes doit être systématiquement encouragée. Il est important de renforcer la formation déontologique et réglementaire des fonctionnaires et des experts des Nations Unies pour prévenir les infractions. De même, il est indispensable de mieux faire connaître les procédures de signalement et de protection réciproque par des formations et des publications. La délégation de la République de Corée réaffirme son soutien à la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard des infractions sexuelles.

64. **M. Ly** (Sénégal) déclare que sa délégation rend hommage au dévouement et au professionnalisme des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, qui œuvrent chaque jour au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cependant, il affirme avec force que rien ne peut exonérer ces hommes et ces femmes de leurs responsabilités envers les Nations Unies et les populations locales ; il y va de l'image, de l'intégrité et de l'impartialité des Nations Unies. L'inaction face aux infractions graves ne fait qu'ajouter à la souffrance des victimes. Il est donc essentiel de veiller à ce que les privilèges et immunités accordés au personnel des Nations Unies ne serve pas de prétexte à la commission d'actes répréhensibles en toute impunité. En tant que pays fournisseur de contingents, le Sénégal n'épargne aucun effort pour mettre pleinement en œuvre la politique de tolérance zéro à l'égard des infractions pénales, en particulier l'exploitation et les atteintes sexuelles.

65. Le Président du Sénégal, qui est membre du Cercle de dirigeants sur la prévention et la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles dans les opérations de l'ONU, a pris une directive appelant toutes les forces de défense et de sécurité qui exercent dans le cadre de missions de maintien de la paix à observer rigoureusement les normes déontologiques applicables et ordonnant aux commandants de veiller à ce que toute violation de ces normes fasse l'objet des enquêtes et, le cas échéant, des sanctions appropriées. À cet engagement politique de haut niveau s'ajoute une législation nationale visant à faciliter les enquêtes et les poursuites à l'égard des ressortissants sénégalais qui auraient commis de graves infractions pénales à l'étranger. C'est à l'État dont les coupables sont ressortissants, et non à l'État d'accueil, de se saisir au premier chef de ces infractions. De ce point de vue, la

délégation sénégalaise se félicite des efforts déployés par l'Organisation pour renvoyer les allégations crédibles d'infractions pénales aux États dont les auteurs présumés sont ressortissants. Elle se réjouit également des mesures prises en matière de formation sur les normes déontologiques de l'Organisation, y compris sous la forme de stages préalables au déploiement ou en mission, et par l'assistance technique que l'Organisation fournit aux États qui demandent de l'aide en vue de développer leur droit pénal.

66. Toutes ces mesures ont contribué à produire des améliorations tangibles mais il reste encore beaucoup à faire et les résultats obtenus sont fragiles. Les États qui ne l'ont pas encore fait doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les infractions commises ne restent pas impunies et que leurs auteurs sont poursuivis. De même, il est nécessaire de promouvoir une approche coordonnée entre l'Organisation des Nations Unies, les autorités nationales et le pays d'accueil, et de remédier à toute lacune en matière de responsabilisation, surtout lorsque les capacités du pays d'accueil à exercer sa compétence pénale sont limitées. L'absence de responsabilisation en cas d'infraction pénale sape les valeurs des Nations Unies et trahit la confiance des victimes et de leurs familles.

67. **M. Ibrahim** (Nigéria) indique que son gouvernement a dépêché des équipes spéciales pour sensibiliser les soldats nigériens qui participent à des missions de maintien de la paix aux conséquences de tout acte indésirable non seulement pour eux-mêmes et pour leurs familles mais aussi pour la société, les Nations Unies et le Nigéria. De façon générale, il faut organiser des campagnes d'orientation et de sensibilisation plus ciblées concernant les risques que présentent les comportements irresponsables et la politique de tolérance zéro des Nations Unies à l'égard de tels actes. Le Nigéria soutient le renvoi des affaires d'infractions sexuelles présumées à l'État dont le fonctionnaire ou l'expert concerné est ressortissant afin que des enquêtes soient conduites et que des poursuites soient éventuellement engagées. Les États doivent informer l'Organisation des démarches entreprises et adopter les mesures nécessaires pour poursuivre leurs ressortissants en cas d'infraction commise en mission, y compris en adaptant leur législation de manière à garantir l'exercice de cette compétence. Le Nigéria a engagé les poursuites judiciaires qui s'imposaient à l'encontre de l'un de ses fonctionnaires soupçonné d'avoir commis une infraction pénale alors qu'il était en mission pour les Nations Unies.

68. Les victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ne doivent pas être stigmatisées mais réhabilitées. Le

gouvernement nigérian a contribué au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et il appelle les autres États membres à faire de même.

69. **M. Atlassi** (Maroc) indique que son pays fournit des contingents qualifiés aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies depuis 1960. Toute infraction pénale commise par un fonctionnaire ou un expert en mission des Nations Unies doit être poursuivie dans les tribunaux nationaux compétents de l'État dont l'auteur présumé est ressortissant. Ces fonctionnaires et experts sont tenus de respecter les lois de l'État d'accueil, quels que soient les privilèges et immunités qui leur sont accordés en vertu de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Il est essentiel d'appliquer la politique de tolérance zéro à l'égard des infractions et de la commission de crimes, y compris l'exploitation et les atteintes sexuelles, par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, et c'est pourquoi il faut renforcer la coopération entre États membres et entre les États membres et l'Organisation afin d'enquêter sur les allégations graves d'infractions pénales et d'échanger des informations et des pratiques susceptibles de faciliter les enquêtes et les poursuites. À cet égard, il est indispensable que l'Organisation renvoie les allégations crédibles d'infractions pénales à l'État dont leurs auteurs présumés sont ressortissants. La délégation marocaine est consciente qu'il est essentiel de renforcer le mécanisme de prévention de l'impunité tout en s'employant à prévenir les infractions, à étoffer la formation juridique du personnel civil et militaire de chaque État concernant sa responsabilité pénale en vertu du droit national et international, et à l'informer des procédures applicables en cas d'infraction. De ce point de vue, la délégation marocaine se félicite des efforts consentis par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions en vue d'élaborer une stratégie d'élimination de toutes les formes de comportements répréhensibles par des mesures préventives, de renforcer le respect des règles déontologiques de l'Organisation et des circulaires et instructions administratives applicables du Secrétaire général sur le sujet et, le cas échéant, de prendre des mesures correctives.

70. Le code pénal marocain fixe les sanctions applicables à tous les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, quels qu'en soient les auteurs. Des enquêteurs de police sont intégrés aux différents contingents de forces armées et dès qu'une plainte est déposée pour exploitation ou atteinte sexuelle ou que tout membre de ces contingents en est suspecté, le commandant peut ordonner l'ouverture d'une enquête. Le recours aux tests

ADN facilite ces enquêtes et si les atteintes sont avérées, un rapport sur la violation de la discipline militaire est émis à l'encontre du fonctionnaire concerné. L'Organisation des Nations Unies est informée par les canaux habituels et dans les délais prescrits. La nouvelle Constitution prévoit la mise en œuvre de toutes les conventions internationales ratifiées par le Maroc, y compris en matière de droit international humanitaire.

71. La délégation marocaine soutient les activités de formation et de sensibilisation organisées par les Nations Unies pour informer les soldats de la paix et les membres des missions politiques spéciales des Nations Unies de l'obligation qu'ils ont de respecter les règles déontologiques de l'Organisation et les lois du pays d'accueil, et des conséquences qu'entraîne leur violation. Les infractions commises par le personnel en mission des Nations Unies portent préjudice non seulement aux victimes et aux pays d'accueil, mais aussi à la communauté internationale dans son ensemble. C'est pourquoi les États membres doivent conjuguer leurs efforts pour veiller à ce que ces infractions ne demeurent pas impunies dans le respect des principes universels du procès équitable, y compris la présomption d'innocence, des droits de la défense et du droit des victimes à l'accès à la justice. En revanche, lorsqu'une enquête administrative des Nations Unies détermine que les allégations formulées à l'encontre de fonctionnaires ou d'experts en mission des Nations Unies sont sans fondement, l'Organisation doit prendre les mesures appropriées pour restaurer la crédibilité et la réputation des fonctionnaires et experts concernés, conformément au paragraphe 22 de la résolution 72/112 de l'Assemblée générale.

72. **M. Hidug** (Éthiopie) est d'avis que pour préserver la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies, ses fonctionnaires et son personnel ainsi que leurs pays d'accueil doivent se conformer strictement aux instruments internationaux relatifs aux privilèges et immunités diplomatiques. Le gouvernement éthiopien est très reconnaissant des sacrifices consentis par les soldats de la paix des Nations Unies et salue la contribution des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies à la concrétisation des buts et des principes de la Charte. Les États fournisseurs de contingents ont un rôle majeur à jouer pour s'assurer que les fonctionnaires et autres membres du personnel ont la personnalité et la formation qui correspondent à leur mission de protecteurs et de modèles pour le monde : à ces fins, le processus de sélection doit être performant. Les États doivent combattre l'impunité en veillant à ce que leurs ressortissants qui travaillent pour les Nations Unies répondent des actes illégaux qu'ils ont commis, en particulier les infractions graves. Les tribunaux

éthiopiens sont habilités à juger les infractions graves commises par des ressortissants éthiopiens qui n'ont pas été poursuivis à l'étranger en raison de leur immunité. Les États membres doivent être tenus informés des allégations d'infractions pénales et d'actes de violence commis par des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies. L'Assemblée générale est l'instance adéquate pour débattre de la question et trouver une solution globale.

73. **M. Elshenawy** (Égypte), rappelant que l'Assemblée générale a adopté à l'initiative de l'Égypte la résolution 72/312 sur l'action de l'Organisation des Nations Unies concernant l'exploitation et les atteintes sexuelles, déclare que l'Égypte – l'un des principaux pays fournisseurs de contingents et de personnel de police – soutiendra les efforts déployés par le Secrétaire général afin d'appliquer la politique de tolérance zéro dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Elle se félicite des mesures prises par le Secrétariat concernant la responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies, en coopération avec les pays compétents, mais invite le Secrétariat à intensifier ses efforts en la matière. Le Président égyptien a rejoint le Cercle de dirigeants en 2017 et a pris part à deux récentes réunions de haut niveau sur les opérations de maintien de la paix, apportant ainsi la preuve de l'attachement de son gouvernement au maintien de la paix. Ses efforts pour mettre en œuvre la politique de tolérance zéro, y compris au moyen d'enquêtes rapides et d'une responsabilisation effective par l'imposition de sanctions une fois les allégations corroborées, ont été cités comme exemple de bonnes pratiques dans le rapport du Secrétaire général sur les dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles (A/71/818).

74. **M. Carrillo Gomez** (Paraguay), rappelant la liste des fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies qui travaillent dans son pays, déclare que son gouvernement tient les contributions des fonctionnaires et des experts des Nations Unies en haute estime. Il approuve la politique de tolérance zéro en cas de manquement ou d'infraction par des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies, et travaille avec l'Organisation pour veiller à ce que les infractions pénales avérées par des enquêtes conduites en bonne et due forme soient poursuivies et, le cas échéant, sanctionnées. Le gouvernement du Paraguay consent les investissements nécessaires pour que les 36 ressortissants paraguayens qui prennent part aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies reçoivent une formation adaptée avant leur déploiement. Il insiste sur l'obligation qui est faite à ce personnel de respecter les lois du pays d'accueil ainsi que les règles

applicables du droit international et les accords régissant les missions des Nations Unies.

75. La législation paraguayenne est conforme au droit international des droits de l'homme et contient des garanties judiciaires. Son droit pénal couvre les délits commis à l'étranger s'ils sont passibles de sanctions dans le pays où ils ont été commis et si leur auteur possède la nationalité paraguayenne au moment du délit ou s'il a acquis cette nationalité ultérieurement. Le droit pénal paraguayen s'applique également dans les cas où l'auteur est apatride mais se trouve sur le territoire du Paraguay. De ce fait, les ressortissants paraguayens placés à la disposition des Nations Unies peuvent être poursuivis au Paraguay s'ils ont commis des infractions pénales dans l'exercice de leurs fonctions. Le gouvernement paraguayen est prêt à coopérer avec d'autres pays pour faciliter l'échange d'informations ainsi que la conduite d'enquêtes et de poursuites, le cas échéant, à l'égard de fonctionnaires et d'experts en mission des Nations Unies.

La séance est levée à 17 h 35.